

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Makouké : qu'est-ce qui bloque l'électrification de ce district ?

CETTE interrogation se pose avec d'autant plus d'acuité que les délégués du personnel Olam, jouant les intermédiaires entre les travailleurs, la population locale et Olam Makouké, ont fait de cette problématique leur cheval de bataille. Nous les avons rencontrés récemment en pleine séance de travail.

Paterne N'DOUNDA
Makouké/Gabon

MAKOUKÉ, dans la province du Moyen-Ogooué, est l'un des rares districts au Gabon à être alimenté en électricité par un opérateur économique non-producteur d'énergie, Olam. Cette situation, très contraignante pour la société d'exploitation du palmier à huile dans la localité, serait la conséquence du mutisme entretenu jusque-là autour de l'électrification de cette subdivision administrative territoriale par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). Mais aujourd'hui, après plusieurs années passées à alimenter l'ensemble du district, la société Olam dit ne plus être en mesure de continuer à assumer cette responsabilité qui incombe à l'État, à travers la SEEG. Du coup, le district qui renferme d'ailleurs des services de l'État (sous-préfecture, gendarmerie, etc.) vit depuis lors au rythme des coupures et de délestages intempestifs.

Selon une source à Olam, un dossier y relatif aurait été introduit auprès du ministère de tutelle. "Nous avons même procédé à la rétrocession de terres à l'État", confie-t-on. En outre, une forte délégation ministérielle a déjà séjourné à Makouké à ce propos, en sus d'une série de réunions tenues à Lambaréné

Olam explique que non seulement elle achète le carburant au prix industriel, mais qu'en plus elle alimente son activité et fournit en même temps l'électricité à 1 300 ménages qui n'ont rien à voir avec son travail, en plus de ses 330 employés. D'où ces délestages qui battent leur plein.



Photo: Paterne N'dounda

Le collectif des délégués du personnel d'Olam au cours d'une récente séance de travail.

pour en débattre. Ce que confirment d'ailleurs les délégués du personnel de l'entreprise, par ailleurs intermédiaires entre les employés, les populations et la société singapourienne.

Apparemment, quelque chose ne tourne pas rond dans cette affaire qui dure déjà depuis plusieurs décennies. Joint au téléphone pour tâcher de connaître les raisons de ce statu quo, le directeur provincial SEEG Moyen-Ogooué a dit se référer à sa hiérarchie avant de nous revenir. Notre attente sera malheureusement vaine. Mais selon nos sources, il semblerait que la SEEG aurait demandé à Olam de procéder à l'installation des équipements électriques à ses frais, elle-même se chargeant uniquement de la connexion de ceux-ci. Ce à quoi refuserait de se plier le producteur d'huile de palme.

Il reste que, pendant que les négociations piétinent, la problématique de l'électricité crée de vives tensions entre les populations qui n'ont pas un lien direct avec l'activité productrice

d'Olam. Au total, 1 300 foyers alimentés qui ne travaillent pas du tout. Certaines parmi ces populations sont montées au créneau dernièrement en érigeant des barricades sur la voie principale menant à Makouké, chef-lieu du district où le fournisseur d'énergie a malheureusement fait 72 heures sans exercer ses activités à Bindo-Village, suite à une panne du groupe.

Face à cette situation qui risquait de dégénérer à tout moment, les délégués ont décidé de prendre le taureau par les cornes. Ils ont discuté avec la société qui leur a présenté le chapelet de ses difficultés à alimenter 24/24h les populations. Olam explique que non seulement elle achète le carburant au prix industriel, mais qu'en plus elle alimente son activité et fournit en même temps l'électricité à 1 300 ménages qui n'ont rien à voir avec son travail, en plus de ses 330 employés. D'où ces délestages qui battent leur plein.

"Nous, délégués, avons déjà adressé un tout premier courrier

au ministre de tutelle dont nous détenons jalousement l'accusé de réception. (...) Nous y avons mis deux réclamations : l'arrivée imminente de dame SEEG dans le district et la diminution du prix du carburant. (...) Cela avait nécessité la descente sur site de la fournisseuse d'énergie. Laquelle

a procédé à une étude du terrain. Sauf qu'après, nous n'avons plus eu la suite. Et plusieurs années après, nous voici toujours au statu quo".

Vivement que l'État prenne ses responsabilités face à cette problématique qui n'a que trop duré !

Un maillon de la chaîne oublié ?

PN
Makouké/Gabon

SITUÉ à 12 km de la voie bitumée, le district de Makouké n'est toujours pas impacté par le grand projet d'électrification installé le long de la Nationale 1. Or, croit savoir une source, ce projet était en cours de réalisation. "D'ailleurs, on pouvait voir et toucher le transformateur qui devait conduire le jus à Makouké. Mais, comme par

un coup de baguette magique, on ne sait plus ce qui est advenu de cet équipement".

Le collectif des populations, quant à lui, dit espérer avoir le courant avant août prochain : "Nous sommes de paisibles citoyens gabonais. Nous sommes bel et bien un maillon de la chaîne, constituant l'électorat gabonais. Dommage que nous soyons considérés", interpelle-t-il.